



CiS  **centre international
de solidarité ouvrière**

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2020-2021

REMERCIEMENTS

L'action du CISO a été appuyée par plusieurs organisations membres, collaboratrices et collaborateurs ainsi que par plusieurs militantes et militants. Le conseil d'administration, la coordonnatrice et l'équipe du CISO les remercient vivement pour leur engagement et leur soutien constant tout au long de l'année. Nous remercions également la Direction de la Francophonie et de la Solidarité internationale du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec pour sa contribution financière indispensable à la réalisation de notre mission éducative ainsi qu'à la poursuite de nos actions de solidarité internationale.

Cette année, nous remercions tout particulièrement Nicole de Sève pour ses nombreuses années d'engagement dévoué envers le CISO et sa mission. Son apport a été inestimable pour la réalisation des activités d'éducation à la solidarité internationale.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMITÉ EXÉCUTIF :

Luc Allaire, CSQ, président

Shirley Dorismond, FIQ, trésorière

Denise Gagnon/Gilles Grondin, FTQ, vice-président.e¹

Laure Letarte-Lavoie, APTS, secrétaire

Chantal Ide, CCMM-CSN

ADMINISTRATRICES ET ADMINISTRATEURS :

Suzanne Prévost, FIQ

Jean Lacharité, CSN

Luc Beaugard, CSQ

Marie Marsolais, AREQ

Pierre-Antoine Harvey, SCC-CSQ

Benoît Lacoursière, FNEEQ-CSN

Daniel Mallette, Syndicat des Métallos

Vincent Leclair, Conseil régional FTQ Montréal métropolitain

Alain Sévigny, Unifor Québec

Jonathan Groulx, AIMTA

Manon Fournier, SEPB-574

Rachel Sarrasin, membre individuelle

MOT DU PRÉSIDENT

LUC ALLAIRE

En juin 1975, face à la montée grandissante des multinationales alliées aux dictatures de pays du Sud, des leaders du mouvement syndical et populaire et des organisations non gouvernementales (ONG) de Montréal convoquent une Conférence internationale de solidarité ouvrière. Ils réunissent près de 500 travailleuses et travailleurs du Québec et du Canada, de même que 44 personnes déléguées représentant des mouvements syndicaux et de libération venant d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Amérique latine et des Caraïbes.

Au sortir de cette conférence, le Centre international de solidarité ouvrière (CISO) voit le jour afin de poursuivre le travail de sensibilisation et d'éducation amorcé par cette conférence. Qui aurait pu croire à ce moment-là que 46 ans plus tard, les organisations syndicales québécoises seraient toujours réunies pour poursuivre ce travail de solidarité internationale?

Un tel exploit de longévité n'aurait pas été possible sans la solidarité des organisations syndicales québécoises qui ont su mettre de côté leurs divisions internes pour travailler ensemble sur la scène internationale.

Cela peut sembler évident, mais ce ne l'est pas. La preuve en est que le CISO est l'une des rares organisations au monde où l'on retrouve réunies autant d'organisations syndicales autour d'un objectif commun de solidarité internationale.

Toutefois, des défis majeurs nous attendent d'ici à ce que nous puissions souffler nos cinquante bougies. On remarque en effet que depuis quelques années, la solidarité internationale a de la difficulté à se tailler une place dans les débats syndicaux, paradoxalement au moment où les enjeux du travail sont de plus en plus mondialisés. Pensons au travail migrant, aux changements

climatiques, aux discussions sur une fiscalité internationale alors que les paradis fiscaux fleurissent, au libre-échange et ses délocalisations, aux difficultés à développer une solidarité internationale contre la pandémie de la COVID-19...

Il y a aujourd'hui un risque de se retrouver dans un cercle vicieux. Les aspects internationaux du travail influencent de plus en plus nos conditions de travail, mais en contrepartie, le recul structurel de l'éducation des bases syndicales sur ces tendances pourrait contribuer à une diminution de l'intérêt des membres à cet égard et, par conséquent, de la capacité politique de défendre l'espace dédié à la solidarité internationale dans les organisations syndicales.

Depuis dix ans, le CISO fonctionne avec des moyens limités, avec une seule personne permanente et des militantes et militants dévoués, qui réussissent à remplir leurs mandats avec brio, comment en témoigne ce rapport d'activités 2020-2021. Elles et ils méritent toutes nos félicitations. Cette situation pose néanmoins la question de la cohérence pour une organisation qui défend les droits des travailleuses et travailleurs alors que nous sommes incapables de rémunérer et de reconnaître leur travail à juste titre.

Le Conseil d'administration du CISO a décidé de lancer un processus de réflexion stratégique qui se déroulera au cours des prochains mois et dont l'objectif est d'identifier les enjeux et des pistes de réflexion en vue de renforcer la solidarité internationale syndicale et intersyndicale au Québec. Nous souhaitons que vous participiez toutes et tous à ces discussions qui façonneront l'avenir de notre organisation.

Longue vie au CISO! Solidarité!

ÉDUCATION

Cette année pandémique a eu des conséquences importantes sur nos activités d'éducation. Le télétravail, les confinements, l'incertitude quant à la situation au Québec et ailleurs dans le monde, pour nos partenaires, ont teinté nos réflexions et notre programmation. En ont résulté plusieurs reports d'activités et la nécessité de migrer vers des formats virtuels. Bien que cette adaptation ait pu changer la portée et la capacité d'échanger sans contraintes, le CISO est parvenu à maintenir de nombreux événements d'éducation du public à la solidarité internationale, avec une participation conséquente, et a réussi à maintenir des rapports réguliers avec ses membres organisationnels et individuels via le web.

CAMPAGNE SUR L'ACCÈS AUX PROTECTIONS SOCIALES

Partout dans le monde, la pandémie de COVID-19 a mis en lumière les inégalités dans les mesures de protections individuelles et collectives auxquelles les sociétés avaient accès pour faire face à la crise. Sans surprise, nous avons constaté



que toutes et tous n'étaient pas égales et égaux face à la pandémie, bien au contraire. Les pays avec de plus hauts taux de couverture sociale et de formalisation du travail ont vu leur population beaucoup mieux préparée et outillée à faire face aux contrecoups. Par opposition, les endroits où un grand nombre de travailleuses et travailleurs œuvraient dans des situations de précarité ont

souffert d'une augmentation du taux de chômage et d'un taux de contagion beaucoup plus élevé.

C'est donc en gardant en tête le contexte pandémique actuel que le CISO a décidé de mettre en place la campagne annuelle sous le thème des protections sociales pour toutes et tous, et ce dans le but de sensibiliser le public québécois à la précarisation du travail au Sud et au Nord et à l'importance des socles de protection sociale pour protéger les travailleuses et travailleurs les plus vulnérables. Bien que le contexte sanitaire nous ait obligés à en faire une campagne plus réduite en termes de portée, nous souhaitons présenter les protections sociales non comme un privilège mais bien comme un droit humain essentiel pour toutes et tous.

À travers ses actions au cours de l'année, le CISO a contribué à sensibiliser sur l'importance de l'accès aux protections sociales:

Premièrement, divers webinaires sur les droits des travailleuses et travailleurs migrant.e.s ont été organisés, durant lesquelles les protections sociales ou l'absence de celles-ci étaient mises de l'avant et revendiquées.

Deuxièmement, la refonte de la *Loi modernisant le régime de santé et de sécurité au travail*, le projet de loi 59, comportait des lacunes en ce qui a trait aux protections sociales des travailleuses domestiques du Québec. Avec l'aide d'allié.e.s de plusieurs organisations de défense des droits des travailleuses et travailleurs, le CISO a rédigé et déposé un mémoire pour revendiquer des amendements aux dispositions problématiques du projet de loi.

Dans le cadre de cette campagne, l'équipe du CISO a également publié divers articles sur les protections sociales dans les médias de ses membres syndicaux. De plus, Une fiche éducative sur les protections sociales a été produite et sera lancée officiellement à l'automne. Elle se veut un outil éducatif sur le concept des protections sociales en tant que droit humain.

Finalement, une banque de ressources sur les protections sociales a été mise à disposition sur le site web du CISO.

LUTTE CONTRE LE TRAVAIL FORCÉ DANS L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

Suite au lancement de la campagne contre l'esclavage moderne dans l'industrie agroalimentaire en 2019, le CISO a finalement pu procéder, suite à des délais liés à la pandémie, au dévoilement public du *Rapport sur les engagements et pratiques des distributeurs alimentaires quant à la prévention et la lutte contre le travail forcé dans leurs chaînes d'approvisionnement mondiales*. Pour l'occasion, un événement en ligne a été organisé durant lequel les conclusions du rapport ont été dévoilées et une discussion sur de possibles pistes d'actions pour lutter contre le travail forcé dans l'industrie agroalimentaire a eu lieu. Nous avons eu la chance d'entendre :

- ❖ Michel Pilon, Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec (RATTMAQ), sur les conditions de travail des travailleuses et travailleurs étrangers temporaires agricoles au Québec.
- ❖ Emmanuelle Champion professeure en management, TELUQ et Valère Verner, chercheur, présentation du rapport de recherche sur les PAR des distributeurs alimentaires.
- ❖ Emily Dwyer, Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises (RCRCE).
- ❖ Lorenzo Rodriguez, Syndicat indépendant national démocratique des journaliers de San-Quintin (SINDJA, Baja California, Mexique), sur le travail forcé pour les travailleuses et travailleurs agricoles du Mexique.



- ❖ Arnaud Celka, Aequo et Sœur Jocelyne Morin, Regroupement pour la Responsabilité sociale des entreprises (RRSE) sur l'engagement actionnarial.

JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Comme à chaque année, le CISO a contribué à l'organisation des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI), l'un des événements phares de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), dont le CISO est membre. Fidèles à notre habitude, nous avons participé aux activités de coordination nationales et montréalaises et organisé un événement en lien avec la thématique annuelle.



En 2020, les JQSI avaient pour thème la justice migratoire et ses enjeux, tels que les inégalités et injustices migratoires et les mythes et préjugés associés aux personnes migrantes. Pour aborder ce thème, le CISO a organisé et animé, en collaboration avec le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) et l'organisme Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM), un webinaire sur les droits des travailleuses et travailleurs migrant.e.s. Il s'agissait d'un panel de discussion, où l'accent a été mis sur les causes structurelles des injustices dont les travailleuses et travailleurs migrant.e.s

sont victimes et les manières d'être solidaires de leurs luttes. Y ont participé:

- ❖ Jorge Frozzini, membre du Centre de travailleurs et travailleurs immigrants (CTI) et professeur à l'Université du Québec à Chicoutimi UQAC
- ❖ Manuel Salamanca, membre du CTI et membre du Groupe de recherche interuniversitaire et interdisciplinaire sur l'emploi, la pauvreté et la protection sociale (GIREPS).
- ❖ Amelia Orellana, militante du collectif Solidarité pour Mamadou.
- ❖ Mamadou Konaté, travailleur migrant originaire de Côte d'Ivoire qui a travaillé dans les CHSLD durant la pandémie de COVID-19 et est maintenant menacé de déportation.

SEMAINE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Le 11 février, dans le cadre cette fois de la Semaine du développement international (SDI) et du colloque universitaire « Les objectifs de développement durable à l'aune de la décolonisation et du racisme systémique », l'équipe du CISO a co-organisé avec l'AQOCI, le CTI et le CDHAL, une soirée de récits et d'analyse participative ayant pour titre *Les migrations: du travail invisible à la dignité*.



Nous avons pour l'occasion eu la chance d'entendre les témoignages et analyses de:

- ❖ Mamadou Konaté, ex-travailleur de CHSLD pendant la pandémie qui est actuellement menacé de déportation.
- ❖ Joni Ismael Velazquez Gutierrez, ex-travailleur temporaire agricole mexicain qui, avec l'appui du CTI, a porté plaintes à deux reprises contre les abus de son employeur.
- ❖ Merelyn Aguirre, travailleuse domestique arrivée au Canada en 2010 à travers le Programme des aides familiaux résidants et membre d'une organisation de femmes philippines au Québec, PINAY.
- ❖ Jorge Frozzini, Ph.D., professeur agrégé à l'Université du Québec à Chicoutimi et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en communication interculturelle et technologies de gestion en contexte pluraliste.

COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME DE L'ONU

Le 26 mars, dans le cadre de la 65e édition de la Commission de la condition de la femme de l'ONU, l'équipe du CISO a co-organisé avec le Comité québécois femmes et développement de l'AQOCI (CQFD), avec la collaboration du Réseau Francophonie pour l'égalité Femme-Homme (RF-EFH), une table-ronde sur les droits des travailleuses domestiques, animée par la coordonnatrice du CISO. Cet événement était l'occasion d'entendre des témoignages de travailleuses domestiques d'ici et d'ailleurs et de revendiquer la ratification et la mise en application de la Convention 189 de l'OIT.

Plusieurs personnes sont intervenues:

- ❖ Professeure Ndioro Ndiaye, Présidente de l'Alliance pour la Migration, Leadership et Développement (AMLD), Coordinatrice du RF-EFH.

- ❖ Aimee, travailleuse domestique membre de PINAY (nom fictif).
- ❖ Hannah Deegan, Association pour la défense des droits du personnel domestique et de ferme (ADDPD).
- ❖ Cynthia Akliconon, jeune travailleuse domestique béninoise et membre de l'organisation ASSOVIÉ.
- ❖ Mounia Chadi, chargée de programmes en droits des femmes et égalité des genres, coordonnatrice du CQFD.



des travailleuses du textile au Québec au 20e siècle et celle des travailleuses du Bangladesh aujourd'hui. Le webinaire a donc permis d'illustrer le modèle des multinationales qui ne fait qu'exporter l'exploitation afin de maintenir la production la moins dispendieuse possible.

D'autre part, cet événement a souligné la publication du rapport *Même pas le strict minimum* du Fonds humanitaire des Métallos. Ce rapport fait pour la première fois le lien direct entre les multinationales canadiennes, comme Lululemon, Joe Fresh, Reitmans ou l'Équipeur (propriété de Canadian Tire), et l'exploitation des travailleuses du vêtement au Bangladesh. Plus de 1 million de travailleuses ont été congédiées depuis le début de la pandémie, lorsque les multinationales ont annulé leurs commandes, qui étaient déjà en grande partie produites ou en production. Le rapport propose que les multinationales versent une prime sur le prix de leurs vêtements dans un fonds mondial de garantie des indemnités de départ. Ce dernier pourrait soutenir les travailleuses dont le salaire et/ou les indemnités de départ n'ont pas été payés et qui se retrouvent dans une situation de grave précarité. Une déclaration a aussi été signée par le CISO à cette occasion.

APPUI À LA CAMPAGNE « JUSTICE POUR LES TRAVAILLEUSES DU VÊTEMENT DU MONDE » DES MÉTALLOS

Pour la commémoration du 8e anniversaire de la tragédie du Rana Plaza, le CISO s'est joint à la campagne *Justice pour les travailleuses du vêtement du monde* des Métallos. Dans le cadre de cette campagne, le CISO et le Fonds humanitaire des Métallos ont co-organisé un webinaire sur la mondialisation et les délocalisations dans l'industrie textile le 23 avril 2021. Ce webinaire portait plus précisément sur le cas de l'industrie du textile au Québec au 20e siècle et du Bangladesh aujourd'hui. Les invité.e.s, Yvon Boucher, ancien journaliste, et Kalpona Akter, directrice du Centre du Bangladesh pour la solidarité entre travailleuses et travailleurs (Bangladesh Center for Workers' Solidarity - BCWS) ont pu établir des liens entre l'exploitation



Autres activités d'éducation

- Le 30 mai 2020, le CISO a co-organisé un webinaire sur la situation des travailleuses et travailleurs en Palestine avec *Labour for Palestine*.
- Le 7 novembre 2020, le CISO a co-animé un webinaire sur le complexe sécuritaire en Palestine organisé par *Labour for Palestine*.
- Le 25 novembre 2020, le CISO a animé une conférence sur les droits humains au Chili suite au retour de la délégation d'observation des droits humains co-organisée par le CISO.
- Le 3 décembre 2020, Dany Héon, participant au stage au Mexique et Amélie Nguyen, ont fait une présentation sur les droits humains et la protection sociale au Mexique à l'occasion du congrès de la FNEEQ.
- Le 25 janvier 2021, le CISO a collaboré avec le collectif Échec à la guerre pour animer un atelier public sur la guerre au Yémen.
- Le 17 février 2021, la coordonnatrice a participé comme intervenante lors d'une conférence sur la solidarité intersyndicale dans le cadre du cours de maîtrise « Défis du syndicalisme contemporain », à l'Université de Montréal.
- Le 24 février 2021, la coordonnatrice a animé un webinaire organisé par l'AQOCI et la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes auquel participaient des militantes de quatre pays d'Afrique francophone.
- Le 9 mars 2021, le CISO a fait une présentation sur le rôle d'allié en

éducation à la citoyenneté mondiale dans le cadre d'un panel sur l'engagement du public, l'efficacité et l'éthique lors de la conférence pan-canadienne « Activer le changement – la dignité humaine post-covid ».

- Le 17 avril 2021, le CISO a participé à une conférence organisée par l'Union paysanne sur les luttes populaires, autochtones et paysannes et la souveraineté alimentaire en donnant une présentation sur la mondialisation et la situation au Mexique.
- Le 14 mai 2021, le CISO a collaboré avec plusieurs autres organisations de défense des droits, dont Alternatives et le CDHAL, pour appuyer l'organisation d'une conférence sur la situation en Colombie et a signé la déclaration dénonçant les importants abus de droits du gouvernement Duque.
- Le 18 mai 2021, Judith Kohl, stagiaire au CISO, a donné une présentation sur les conditions de travail des travailleuses du textile au Bangladesh lors d'un webinaire organisé par l'AQOCI et le Réseau canadien pour la reddition de compte des entreprises (RCRCE).
- Le 12 juin 2021, le CISO a collaboré avec le Centre Justice et Foi pour organiser deux journées d'étude sur le thème *Travail migrant et lutte pour une citoyenneté active*.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

L'année 2020-2021 a été marquée à la fois par une intensification des actions de solidarité internationale du CISO et par les multiples

retombées de la pandémie de COVID-19. Toute mobilité internationale a notamment été repoussée, ce qui a empêché la tenue d'un stage intersyndical cette année. Les partenaires d'Haïti et du Mexique ont aussi dû s'adapter à la situation en adoptant des normes strictes de prévention des transmissions ou encore des formats en ligne pour certaines activités lorsqu'il a été impossible de se réunir.

PROJET « ORGANISATION ET TRAVAIL DÉCENT POUR LES PEPENADORES (TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DU RECYCLAGE INFORMEL) » AU MEXIQUE

Au Mexique, le projet « Organisation et travail décent pour les *pepenadores* (travailleuses et travailleurs du recyclage informel) », financé par le MRIF et mis sur pied en partenariat avec le Frente Auténtico del Trabajo (FAT), se terminait fin décembre 2020. Il a donné lieu à des avancées importantes pour ces travailleuses et travailleurs particulièrement marginalisé-e-s : renforcement de leur organisation représentative, développement des capacités de mobilisation, de revendication et de plaidoyer, établissement d'alliances avec d'autres mouvements sociaux (notamment avec des organisations du mouvement environnemental), ajout d'une nouvelle section formée par des femmes autochtones nahuas à Santa Maria Coapan (État de Puebla), admission au réseau latino-américain Red LACRE et développement de nouvelles initiatives permettant une amélioration des revenus et des conditions de vie.

Par exemple, avec un financement de 12 000\$ obtenu par le CISO auprès de la Fondation Louise Grenier, les travailleuses et travailleurs du recyclage informel de Gomez Palacio (État de

Durango) ont pu établir une coopérative d'élevage porcin qui permet à la fois de recycler des déchets alimentaires provenant du marché public de la ville et de créer plusieurs emplois. Cette coopérative a obtenu son enregistrement légal en avril 2021 et donnera donc accès, pour ses travailleuses et travailleurs, aux protections sociales prévues par la loi mexicaine.

La pandémie de COVID-19 ayant entraîné de très graves difficultés et une situation grandissante d'insécurité alimentaire pour ces travailleuses et travailleurs de l'économie informelle, par ailleurs, le CISO a organisé au printemps 2020 une campagne de solidarité qui a permis de recueillir 13 297\$ et de distribuer 289 colis de produits alimentaires et d'hygiène ainsi que de l'équipement de protection individuelle (masques, gants, lunettes de protection...). Ces activités d'aide d'urgence ont reçu l'appui du Fonds humanitaire des Métallos, de plusieurs organisations syndicales membres du CISO et de donatrices et donateurs individuel.le.s.



PROJETS EN RÉPONSE À LA PANDÉMIE AU MEXIQUE ET EN HAÏTI

Fin octobre 2020, suite à un appel de propositions du MRIF dans le cadre du Programme de soutien aux organismes de coopération internationale (PSOCI) établi en réponse à la pandémie, le CISO obtenait un financement additionnel lui permettant de démarrer de nouveaux projets au

Mexique, toujours en partenariat avec le Frente Auténtico del Trabajo (FAT), et en Haïti, en partenariat avec l'Institut culturel Karl-Lévêque (ICKL).

Au Mexique, le projet consiste à appuyer plusieurs nouvelles initiatives d'économie solidaire, soit :

1. Une coopérative de consommation et une coopérative de production artisanale avec des matières recyclées à Dolores Hidalgo (État de Guanajuato);
2. Un centre de collecte de matières recyclables à Santa Maria Coapan/Tehuacán (État de Puebla)
3. Une coopérative de couture et une coopérative de production maraîchère à Jiutepec (État de Morelos)
4. Une coopérative de culture et de commercialisation du raisin en circuit court à Aguascalientes (État du même nom);
5. Une coopérative de transformation du maïs et de commercialisation de produits du maïs (tortillas, pinole, etc)..

Certaines de ces initiatives sont mises sur pied par des travailleuses et travailleurs du recyclage informel (Dolores Hidalgo, Santa Maria Coapan) tandis que les autres sont le fait d'ouvrières et ouvriers de maquiladoras de l'industrie automobile ou du textile congédié.e.s pour leurs activités syndicales.

En **Haïti**, le projet permettra de renforcer des réseaux d'associations de travailleuses et travailleurs de l'agriculture, dont une majorité de femmes, et d'améliorer la sécurité alimentaire de deux communautés rurales du département du Sud (Cavaillon et Maniche) par le biais d'activités de production agroécologique et de petit élevage.

Dans les deux pays, ces projets comportent aussi une série d'activités de sensibilisation et de prévention de la COVID-19.

PERSPECTIVES 2021-2022

L'équipe du CISO a déposé un projet dans le cadre de l'appel de proposition du programme Nouveau Québec sans frontières lancé par le MRIF au printemps 2021. Ce projet visera à renforcer le secteur de l'économie solidaire et coopérative du FAT et à poursuivre l'appui aux travailleuses et travailleurs du recyclage informel et à des collectifs d'ouvrières et d'ouvriers de maquiladoras renvoyé.e.s pour leurs activités syndicales. Nous avons eu le plaisir d'apprendre en septembre 2021 que le projet serait financé pour les trois prochaines années.

Le CISO s'est également associé avec le Congrès du Travail du Canada, le Syndicat des Métallos, le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) et l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) pour soumettre une proposition d'appui au mouvement syndical indépendant mexicain dans le cadre de la réforme du droit du travail et de l'accord de libre-échange Canada-États-Unis-Mexique (ACÉUM). Cette proposition, développée en partenariat avec le FAT, le Comité Fronterizo de Obreras, Los Mineros et le Réseau des femmes syndicalistes (Red de Mujeres Sindicalistas), a été déposée fin avril auprès d'Emploi et Développement social Canada et comportera un volet d'échanges, de suivi et de renforcement des



liens entre mouvements syndicaux du Canada, du Québec et du Mexique. Ce projet a aussi obtenu le financement attendu en septembre 2021.

RAYONNEMENT DU STAGE INTERSYNDICAL DE 2020 AU MEXIQUE

- Le 3 décembre 2020, une conférence sur les droits humains et la protection sociale au Mexique a eu lieu lors du congrès de le FNEEQ en collaboration avec le stagiaire Dany Héon.
- Le 21 janvier 2021, le CISO a organisé une conférence publique sur les droits humains au Mexique suite au retour de la délégation intersyndicale organisée par le CISO et présenté officiellement le rapport de stage. Au cours de cet événement, les participants ont eu l'occasion de présenter leurs observations à propos de différents aspects des droits humains au Mexique tel que les féminicides, les lois du travail et l'impact du libre-échange. La déclaration finale des participants a également été présentée, texte qui mettait de l'avant les inspirations, les indignations et les revendications de la délégation après avoir discuté avec les militant.e.s du contexte mexicain.
- Différents articles en lien avec le stage et portant sur des thèmes comme les conditions de travail des pepenadores et la réforme du travail ont été rédigés par des participant.e.s et publiés dans les médias de nos membres syndicaux.

PLAIDOYER

RENCONTRES DE PLAIDOYER

- Le 8 février 2021, l'équipe du CISO a rencontré la députée Monique Pauzé ainsi que des membres l'équipe du Bloc québécois pour discuter des violations des droits des travailleuses domestiques migrantes au Québec. Nous demandions en particulier à ce que cet enjeu soit inclus à la plateforme du parti, dont la ratification de la Convention 189 de l'OIT sur les travailleuses domestiques.
- Le 14 décembre 2020, le CISO a envoyé une déclaration de la *Délégation québécoise et canadienne d'observation des droits humains au Chili* demandant principalement au gouvernement canadien qu'il : assume de manière effective ses obligations extraterritoriales en matière de droits humains et rappelle à l'ordre les compagnies canadiennes responsables d'atteintes répétées aux droits humains au Chili; s'engage à condamner haut et fort les atteintes généralisées et systématiques aux droits humains perpétrées sous la présidence du Président Piñera; en demandant une rencontre v. Le 18 février 2021, le CISO a par la suite participé à une rencontre de la Délégation avec l'équipe d'Affaires mondiales Canada responsable de ce pays, dont Caroline Desrochers, Directrice pour l'Amérique du Sud à Affaires mondiales Canada. Nous poursuivons ces démarches.
- Le 18 décembre 2020, le CISO a déposé et mis en circulation un mémoire sur le Projet de loi 59, *Loi modernisant le régime de santé et de sécurité au travail*, dans le but de faire retirer certaines dispositions discriminatoires à l'endroit des travailleuses domestiques en

collaboration avec les groupes qui défendent leurs droits. Le 5 mars 2021, l'équipe du CISO a rencontré le député de Hochelaga-Maisonneuve, Alexandre Leduc, qui siégeait d'ailleurs sur la commission parlementaire étudiant le projet, pour lui faire part de ses inquiétudes en lien avec le projet de loi. Le 30 mars 2021, Alexandre Leduc a d'ailleurs cité notre mémoire en commission parlementaire et bien qu'insuffisants, deux amendements en lien avec les travailleuses domestiques ont été apportés au projet de loi.



→ Le 3 juin 2021, nous avons rencontré Alexis Brunelle-Duceppe et Simon-Pierre Savard Tremblay en compagnie du RCRCE et des Métallos afin de plaider pour l'adoption d'une *Loi concernant le respect des droits humains et de l'environnement par les entreprises à l'étranger* qui permettrait de poursuivre les compagnies canadiennes qui violeraient les droits des populations à l'étranger dans le système juridique canadien.

LETTRES DE PLAIDOYER

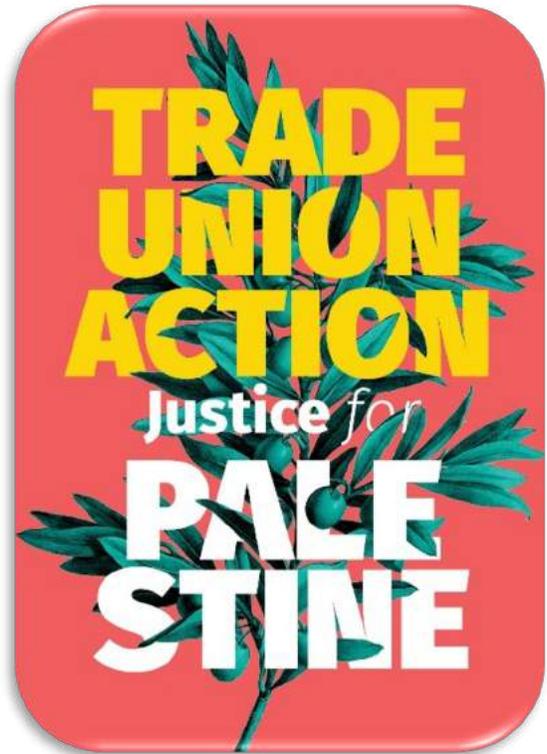
→ Le CISO a été particulièrement impliqué cette année dans des actions de solidarité avec Haïti, à la demande de ses partenaires et au vu de l'aggravation tragique de la situation pour la population. En septembre 2020, le CISO a fait parvenir au gouvernement haïtien une lettre dénonçant la répression envers les leaders syndicaux de l'éducation et demandant qu'elle prenne fin. Le 9 novembre, deux lettres rédigées par le CISO ont été signées par 15 groupes de la société civile, puis envoyées respectivement au gouvernement de Jovenel Moïse en Haïti et au gouvernement canadien, afin de demander le respect des droits du peuple haïtien, la fin de l'impunité, des violences et de la répression envers les leaders sociaux des divers mouvements de la société civile haïtienne. Le 14 mars, le CISO a contribué de manière importante à la rédaction d'une lettre de la Concertation pour Haïti au gouvernement canadien lui demandant de « cesser tout appui au gouvernement de Jovenel Moïse » qui a été signée par 25 groupes syndicaux et de la société civile et publiée dans le journal *Métro*. En juin 2021, le CISO a co-organisé une conférence de presse sur Haïti où est intervenue Magali Georges de la CNEH et a de plus facilité les contacts avec divers groupes afin que leur message puisse être entendu par des groupes de la société civile québécoise. Malheureusement, ces actions ont été reçues par un silence accablant du gouvernement canadien qui n'a pas daigné répondre à ces communications.

→ Le 25 mai 2021, une lettre a été rédigée par le CISO et envoyée au gouvernement canadien afin de lui demander de suspendre la protection des brevets pharmaceutiques pour les vaccins et de

partager ses réserves de vaccins avec les autres pays via l'Initiative COVAX. Cette prise de position, signée par les présidences de 10 grandes organisations syndicales, a fait l'objet d'une importante couverture médiatique.

→ Le 5 juin 2021, à l'instar de plusieurs autres groupes, le CISO a fait parvenir au gouvernement de Colombie, ainsi qu'aux institutions de défense des droits humains et au gouvernement canadien une lettre condamnant fermement la répression brutale envers le peuple colombien alors qu'il exerçait, depuis le 28 avril, son droit à la liberté d'expression dans le but de s'opposer à la réforme fiscale et aux politiques du gouvernement d'Ivan Duque. Le CISO et ses membres lui demandaient alors notamment qu'il : démilitarise les zones urbaines et les villes; démantèle l'ESMAD; mette immédiatement un terme aux violations des droits humains commises à l'encontre des civils qui manifestent, et garantisse la sécurité de toutes ces personnes conformément aux normes relatives aux droits humains internationalement reconnus.

→ Lors de l'AGA de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), le 11 juin 2021, le CISO a proposé une résolution de solidarité avec la Palestine demandant notamment l'appui aux sanctions envers l'État d'Israël jusqu'à ce qu'il respecte les droits des Palestiniens et la poursuite des activités d'éducation sur la campagne Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS). Elle a été appuyée par le Comité de solidarité de Trois-Rivières (CSTR) et adoptée à l'unanimité.



LETTRES ET DÉCLARATIONS APPUYÉES

- En avril 2020, signature d'un « appel pour une surveillance des droits humains dans les réponses gouvernementales à la pandémie de COVID-19 » tel que lancé par Amnistie internationale.
- En mai 2020, appui aux *Principes pour une relance juste* du Réseau action climat.
- Le 25 mai 2020, appui d'une déclaration contre l'impunité au Chili et pour la libération des prisonniers politiques.
- En juillet 2020, signature de la lettre « L'Accord de libre-échange entre le Canada et Israël doit se terminer, tout comme l'annexion ».
- En septembre 2020, appui à la plainte officielle concernant le recrutement criminel au Canada de Canadiens dans les Forces de défense israéliennes (FDI)

- portée par Mouvement pour une paix juste et Palestiniens et Juifs unis (PAJU).
- Le 19 octobre 2020, participation à un appel collectif international pour dénoncer le silence et la complicité de la communauté internationale vis-à-vis de la situation en Haïti.
 - Le 14 novembre 2020, signature de la lettre « *Algérie : appel pour la libération de tous les prisonnèr.e.s politiques et détenu.e.s d'opinion* ».
 - Le 15 décembre 2020, appui d'une lettre de solidarité avec les populations indigènes et paysannes de l'Équateur pour demander au gouvernement de faire appel de la décision du tribunal néerlandais lui ordonnant de bloquer l'exécution de la sentence envers la compagnie Chevron pour les dommages envers les populations et l'environnement en Amazonie équatorienne.
 - Le 10 décembre 2020, publication d'une déclaration de la Mission québécoise d'observation des droits humains au Chili, co-organisée par le CISO, sur la responsabilité du Canada face aux violations des droits humains au Chili.
 - Le 21 janvier 2021, appui de la déclaration « Justice sociale, justice écologique, même combat! » de la Convergence pour une sortie de crise.
 - En janvier 2021, appui au Principe de Joyce pour un accès équitable, adapté et libre de discrimination aux soins de santé pour les personnes autochtones.
 - En janvier 2021, appui à une déclaration demandant la ratification par le Canada du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires des Nations unies à l'appel du Collectif Échec à la Guerre.
 - Le 6 février 2021, appui à une déclaration collective pour demander au Canada de cesser tout appui au gouvernement de Jovenel Moïse.
 - Les 19 et 22 février 2021, appui à une déclaration collective pour demander à ce que le gouvernement canadien cesse de soutenir Jovenel Moïse.
 - Le 10 mars 2021, appui à une déclaration collective pour dénoncer les failles du projet de loi 59.
 - Le 16 avril 2021, appui à une déclaration commune pour dénoncer la répression et la criminalisation des manifestations par le gouvernement du Chili.
 - En mai 2021, lettre du ICLCG pour demander au Canada de faire pression sur l'État d'Israël pour qu'il cesse immédiatement et sans conditions les bombardements aériens sur Gaza; et mette fin à la répression politique actuelle des civils palestiniens et à l'expulsion des familles palestiniennes de leur demeure à Sheikh Jarrah et à Silwan.
 - En mai 2021, le CISO a sollicité ses partenaires internationaux pour obtenir leur appui à la *Loi concernant le respect des droits humains et de l'environnement par les entreprises à l'étranger*, ce qui a permis de recueillir l'appui de 18 groupes syndicaux et populaires au Mexique et en Haïti.
 - En février 2021 et en mai 2021, le CISO a appuyé une démarche collective visant à demander la fin de la criminalisation et de la persécution des défenseur.e.s des droits humains en Inde; le respect des droits des paysan.ne.s; le rejet de la réforme agricole favorisant les grandes compagnies de agriculture industrielle.

COMMUNICATIONS

C'est principalement à travers les communications sur les médias sociaux et l'infolettre mensuelle que le CISO entretient des contacts et des liens constants avec ses membres et sympathisants et diffuse de l'information relative à ses projets de solidarité internationale, ses actions de plaidoyer et ses événements destinés au grand public. En contexte pandémique, la présence virtuelle du CISO lui a grandement servi à maintenir un lien étroit avec le public et observer un taux de participation élevé à ses nombreux événements virtuels. Qui plus est, la tenue d'événements en ligne a même permis de rejoindre un public nouveau et de gagner de nouveaux membres, sympathisants ou abonnés.

MÉDIAS SOCIAUX

Cette année encore, la présence du CISO sur la plateforme Facebook s'est intensifiée. À travers la plateforme, principal lieu de diffusion, le CISO partage ses événements et ceux d'organisations alliées, ainsi que des informations sur ses projets de solidarité internationale et des articles d'actualité pertinents.

Grâce à une présence constante et des publications régulières, la page du CISO compte maintenant 2 935 abonnés, une augmentation de 140 par rapport à l'année dernière. L'engagement des abonnés avec les publications de la page est resté constant, ce qui démontre une assiduité renouvelée des sympathisants du CISO. La portée des publications de la page Facebook a aussi augmenté de façon notable, c'est-à-dire que plus de personnes sont rejointes par les publications et y ont accès dans leur fil d'actualité.

SITE INTERNET

Le site internet du CISO est régulièrement mis à jour avec les actualités du CISO et de ses

partenaires, mais est pour sa part plutôt utilisé comme un lieu d'archivage des documents de l'organisation, laissant plus de place aux médias sociaux, qui permettent de rejoindre la communauté du CISO plus rapidement et efficacement. Il est d'ailleurs prévu dans l'année à venir d'effectuer une refonte du site web.

BULLETIN ÉLECTRONIQUE

Cette année encore, le bulletin électronique est envoyé via courriel à tous les mois. Nous avons près de 1000 abonné.e.s qui reçoivent notre bulletin tous les mois; celui-ci permet aux abonné.e.s de rester au courant des différents événements, campagnes et avancements du CISO. Nous obtenons régulièrement une moyenne d'ouverture du bulletin de plus de 35%, ce qui est bien considérant que la moyenne pour les organisations de solidarité internationale est de 20%.

PRÉSENCE DU CISO DANS LES MÉDIAS

Cette année encore, le CISO a bénéficié d'un grand rayonnement dans les médias québécois mais aussi internationaux :

- L'Aut'Journal, « Keystone XL: Les droits des peuples autochtones bafoués », 24 avril 2020.
- Reportage de TV Independencia sur le projet d'aide d'urgence du CISO à Dolores Hidalgo, 7 mai 2020.
- Rezo Nodwes et Presse-toi à gauche, « La mission québécoise et canadienne d'observation au Chili conclut à de très graves violations des droits de la personnes », 16 juin 2020.
- AlterPresse, « Crise: 82 organisations nationales et internationales dénoncent le silence et la complicité de la communauté internationale vis-à-vis d'Haïti », 19 octobre 2020.

- L'Aut'Journal, « Droits autochtones: mauvaise compréhension ou mauvaise foi? », 10 novembre 2020.
- Bulletin du Comité de solidarité de Trois-Rivières, « Pour une perspective globale du travail », novembre 2020.
- AlterPresse et Journal Métro, « Haïti: Le Canada doit cesser tout appui au gouvernement de Jovenel », 6 et 9 février 2021.
- [Más de Acá](#), « Celebra 28 aniversario la asociación de recicladores "Lázaro Cárdenas del Río" », 18 février 2021.
- L'Aut'Journal, « Haïti: lettre au premier ministre Trudeau », 22 février 2021.
- L'Aut'Journal, « Discrimination envers les travailleuses domestiques au Québec », 11 mars 2021.
- L'Aut'Journal, « Chili: Répression policière pendant la Journée internationale des droits des femmes », 18 mars 2021.
- Le Devoir, le journal Métro, TVA nouvelles, le Journal de Montréal, le Journal de Québec et le Nouvelliste, « Les vaccins sont un bien commun de l'humanité », 25, 26 et 27 mai 2021.
- Mediapart et Terre Solidaire, « La politique internationale vis-à-vis d'Haïti doit changer! », 15 et 19 juin 2021.
- Le Métallo, « Du Mexique au Québec: Des destins liés! », Printemps 2021.
- Le Métallo, « Travailleurs agricoles migrants dans les champs du Québec », Printemps 2021.
- Le Monde Ouvrier, « Les travailleuses domestiques ont le droit d'être protégées », Printemps 2021.
- Le Monde Ouvrier, « Les travailleuses du vêtement du Bangladesh abandonnées par des marques canadiennes », Été 2021.
- Le Monde Ouvrier, « Travailleuses domestiques du Mexique: Les protections sociales, piliers de l'accès à des droits essentiels », Été 2021.

Le CISO a aussi rayonné dans les médias de ses membres syndicaux:

- Le Monde Ouvrier, « Pепенadores: Conditions inhumaines! », 13 juin 2020.
- Bulletin spécial du Fonds humanitaire des Métaux (pan-canadien), « Mexique: les travailleurs et travailleuses du recyclage s'organisent et s'unissent face à la pandémie », juillet 2020.
- Bulletin de la FNEEQ, « Entre réforme du travail attendue et constats inadmissibles », Automne 2020.

ALLIANCES

Le CISO agit en alliance avec des partenaires partageant les mêmes objectifs de défense des droits des travailleuses et des travailleurs d'ici et du Sud mondialisé, et qui luttent pour la justice et le respect des droits. Cette année, le CISO a notamment travaillé avec les réseaux suivants :

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (AQOCI)

Le CISO demeure un membre actif de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et y a délégué sa coordonnatrice au conseil d'administration. Le CISO participe régulièrement aux activités d'éducation, de réflexion et de plaidoyer de ce réseau.

CONCERTATION POUR HAÏTI (CPH)

La Concertation pour Haïti (CPH) coordonne des initiatives de solidarité avec Haïti dans un large réseau en vue de soutenir la promotion des droits humains et des libertés fondamentales en Haïti, du développement solidaire et de la sensibilisation du public. Le CISO a maintenu sa

participation à la CPH. La coordonnatrice et Marie Marsolais, membre individuelle et militante du CISO, y sont déléguées. La CPH a organisé cette année un Commémoration du 10^e anniversaire du séisme de 2010 sous le thème Ayiti la! afin de réfléchir l'avenir du pays sur fond de crise politique et sociale.

FONDATION LÉO-CORMIER POUR L'ÉDUCATION AUX DROITS

La coordonnatrice siège au conseil d'administration de la Fondation Léo-Cormier pour l'éducation aux droits. Cette fondation appuie régulièrement des activités d'éducation aux droits réalisées par le CISO.

LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS

Le CISO est membre de la Ligue, participe à ses activités et contribue à leur diffusion.

RÉSEAU CANADIEN POUR LA REDDITION DE COMPTE DES ENTREPRISES (RCRCE)

Depuis janvier 2020, le CISO est désormais membre du RCRCE. Il s'agit d'un réseau pancanadien dont la mission est de travailler sans relâche pour faire en sorte que les compagnies minières, pétrolières et gazières canadiennes respectent les droits humains et l'environnement dans leurs activités à l'étranger.

COLLECTIF ÉCHEC À LA GUERRE

Le CISO est membre de ce Collectif et appuie ses démarches pour éduquer et se mobiliser contre le militarisme, telle la Campagne du coquelicot blanc.

INFRASTRUCTURES

CONTRIBUTION DES MEMBRES

En 2020-2021, le CISO a pu compter sur des cotisations de près de 107 000\$ de la part de ses membres organisationnels et individuels à

travers le Québec, ce qui représente une hausse de 2000\$ par rapport à l'an dernier. Il s'agit d'une hausse considérable, puisqu'elle résulte de l'adhésion de membres individuels. Nous souhaitons les remercier grandement pour leur appui solidaire, qui demeure essentiel à son action autonome.

FINANCEMENT DU MRIF

Des demandes de financement ont été rédigées et présentées à différents bailleurs de fonds :

- Le CISO a bénéficié en 2020-2021 d'un financement de 84 259\$ du Programme de soutien aux organismes de coopération internationale (PSOCI) qui tentait de répondre à la pandémie tant en éducation qu'en solidarité internationale.
- Le CISO a finalisé son projet 2018-2020 d'organisation des « pepenadores » au Mexique en collaboration avec le FAT dans le cadre du PQDI, puisque l'avancement du projet a été retardé par la crise de la COVID-19.

AUTRES FINANCEMENTS

- Le CISO a également sollicité et obtenu un financement de 12 000\$ de la Fondation Louise Grenier pour l'appui à un projet d'économie solidaire au bénéfice d'un groupement de « pepenadores » du FAT à Gomez Palacio (état de Durango, Mexique) qui a été finalisé en 2020-2021.
- Une subvention salariale a été attribuée au CISO en 2019-2020 par le programme Communautaire.
- Une seconde subvention salariale a été accordée par le programme Emploi-Québec à partir du mois de mai 2021.
- Le CISO a bénéficié d'une subvention de 5000\$ de la Fondation Léo-Cormier pour 2020-2021.

→ Le CISO a présenté un projet dans le cadre du programme Nouveau Québec sans frontières de 210 000\$ sur trois ans, qu'il a obtenu en septembre 2021.

ÉQUIPE DU CISO

Amélie Nguyen est la coordonnatrice du CISO. Deux subventions de l'organisation Communautaire ont permis d'embaucher Laurence Fortier à titre de chargée de campagne du CISO jusqu'à la fin-mars 2021 et Leïla Mérabet en tant que responsable de l'éducation à partir d'août 2021. Le CISO a de plus pu compter sur l'appui de Judith Kohl, stagiaire à la maîtrise en relations internationales de l'UdeM, qui a effectué des recherches et contribué à la campagne de défense des droits des travailleuses du textile du Bangladesh. Jeannette Thiffault, consultante en gestion financière, a effectué la comptabilité et les suivis budgétaires mensuellement. Près d'une quarantaine de personnes ont supporté bénévolement le CISO dans la réalisation de son plan d'action. Le conseil d'administration tient à souligner l'apport constant de Nicole de Sève au volet Éducation et de Marie Paradis, qui appuie la réalisation des activités du volet Solidarité et coopération internationale.

COMITÉ ÉDUCATION

Le Comité éducation relancera ses activités en 2021-2022. Il est composé de :

- Marie-Hélène Bonin, CSN
- Dominique Bernier, CSQ
- Jean-Yves Couture, Métallos-FTQ
- Miriam Zaidi, FTQ
- Amélie Nguyen, CISO

COMITÉ COOPÉRATION INTERNATIONALE

Les personnes suivantes étaient membres du comité Coopération en 2020-2021 :

- Luc Allaire, CSQ
- Shirley Dorismond, FIQ
- Denise Gagnon/Gilles Grondin, FTQ
- Chantal Ide, CCMM-CSN
- Amélie Nguyen, CISO

ÉCORESPONSABILITÉ

Le CISO tente de faire sa part à son échelle pour réduire son empreinte carbone et son impact environnemental. L'organisation a réussi à envoyer plus de 150 000 mégots à la compagnie Terracycle grâce à des initiatives de collectes et de ramassage des mégots. Les profits de cette initiative iront directement au financement du projet d'organisation des recycleuses et recycleurs de déchets au Mexique. Le plus souvent possible, l'équipe fait ses impressions sur du papier réutilisé. Nous choisissons d'acheter du papier recyclé et produit de manière plus écologique. Aussi, cette année, les cartouches d'encre pour l'impression ont été remises à l'organisation Mira pour que les bénéfices de leur récupération lui permettent de financer ses projets. Plusieurs kilos de déchets électroniques ont de plus été recyclés.

En utilisant le moteur de recherche Ecosia, plus de 735 arbres ont été plantés par cette organisation.

Le CISO a finalement donné son appui à des coalitions et déclarations sur la justice climatique et participé aux mobilisations sur ce thème, comme la Marche pour le climat.